



Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique

Évolution de l'activité bancaire de 2003 à 2013



Sommaire

AVERTISSEMENT	3
SYNTHÈSE	5
I - UN SECTEUR BANCAIRE STRUCTURÉ AUTOUR DE QUELQUES ACTEURS	7
1- La structure du système bancaire	7
2- Les caractéristiques du système bancaire local	9
II - UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI ÉVOLUE SOUS L'EFFET DE TRAJECTOIRES ÉCONOMIQUES DISTINCTES	12
1- Des structures de bilan proches	12
2- Mais une évolution bilancielle différenciée	13
3- Un déséquilibre marqué des opérations avec la clientèle	16
4- Un besoin de financement croissant en Nouvelle-Calédonie et une capacité de placement en Polynésie française en 2013	17
5- Un portefeuille de prêts de bonne qualité en Nouvelle-Calédonie et une sinistralité élevée en Polynésie française	19
III - DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRÈS DISPARATES SELON LES GÉOGRAPHIES	21
1- Un PNB plus dynamique en Nouvelle-Calédonie qu'en Polynésie française	21
2- Des conditions d'exploitation plus favorables en Nouvelle-Calédonie	24
3- Un coût du risque modéré en Nouvelle-Calédonie et pénalisant en Polynésie française	26
4- Une rentabilité qui se détériore en 2013 dans les deux géographies.....	26
ANNEXES	29
ANNEXE 1 : Méthodologie et échantillon	30
ANNEXE 2 : Les comptes de résultat par géographie	32



AVERTISSEMENT

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) assure le rôle de banque centrale dans les collectivités d'outre-mer (COM) du Pacifique : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

A ce titre, l'IEOM collecte des états réglementaires auprès des établissements de crédit intervenant dans sa zone d'intervention dans le cadre du Système unifié de reporting financier (SURFI), mis en place par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) en juin 2010, ainsi que d'autres données non réglementaires. L'ensemble de ces informations lui permet d'assurer le suivi du système bancaire et de mener différentes analyses dans le domaine.

Les trois collectivités du Pacifique forment une zone monétaire spécifique, où la monnaie en circulation est le franc CFP (Change Franc Pacifique). Sa convertibilité est garantie par l'État français sur la base d'une parité fixe de 1 000 F CFP pour 8,38 euros. L'existence de cette zone monétaire conduit l'IEOM à distinguer deux catégories d'établissements de crédit :

- **les établissements de crédit de la zone d'émission**, qui disposent d'un guichet bancaire local enregistré auprès de l'ACPR ;
- **les établissements de crédit hors de la zone d'émission**, qui interviennent dans la zone d'émission sans guichet officiel enregistré auprès de l'ACPR (soit depuis la métropole sans implantation locale, soit au travers d'une représentation locale, mais sans guichet pour des questions d'organisation).

L'objectif de cette étude consiste à dresser un panorama de la situation du système bancaire des COM du Pacifique au cours de l'exercice 2013, en mettant en perspective les évolutions observées sur les dix dernières années.

Dans un premier temps, l'étude décrira la structure du secteur bancaire local, avant d'analyser l'activité et les performances des quatre banques installées en Nouvelle-Calédonie et des trois banques présentes en Polynésie française.



SYNTHÈSE

Le paysage bancaire des COM du Pacifique est organisé autour des grands groupes bancaires métropolitains. Implantés localement via leurs filiales, ils financent près des trois quarts des crédits accordés aux agents économiques. L'activité de ces banques est principalement orientée vers l'intermédiation bancaire, tandis que les activités de marché et de banque privée sont exercées par leurs maisons mères en métropole.

Parallèlement, des établissements situés hors de la zone d'émission interviennent depuis la métropole, essentiellement dans le financement des collectivités, des grandes entreprises et du logement social.

Au cours de la période sous revue (2003- 2013), la structure du secteur bancaire n'a que peu évolué, mais les parts de marché des principaux intervenants se sont renforcées. Malgré une amélioration régulière, le niveau des équipements bancaires ainsi que le niveau de bancarisation de la population restent inférieurs au niveau métropolitain.

Après une évolution favorable au cours de la période 2003-2008, l'activité des banques locales a commencé à s'infléchir significativement à partir de 2009, avec des trajectoires très différenciées liées au contexte économique de chaque géographie.

Le ralentissement de **l'économie calédonienne** amorcé mi-2011 s'est poursuivi les années suivantes, sous l'effet d'une demande intérieure atone et du repli des cours internationaux du nickel. Ainsi, après plusieurs années de croissance dynamique, portée par l'investissement des entreprises et la consommation des ménages, le rythme de progression des encours de crédit s'est progressivement atténué, pour s'établir à +0,8 % en 2013. Le taux de créances douteuses des banques calédoniennes s'est régulièrement amélioré entre 2003 et 2008, avant de se maintenir à un niveau modéré.

Parallèlement, la collecte de dépôts s'est révélée performante sur l'ensemble de la période, à l'exception de l'année 2013, où elle a marqué un coup d'arrêt.

En matière de résultat, la croissance du PNB des banques calédoniennes s'est fortement accélérée jusqu'en 2012, enregistrant des niveaux supérieurs à ceux des autres géographies ultra-marines. Il s'est infléchi en 2012, avant de se stabiliser en 2013. En lien avec l'évolution du PNB, les conditions d'exploitation se sont globalement améliorées sur la période, avec un coefficient d'exploitation d'un niveau très satisfaisant (52,1 % en 2013).

Le coût du risque est resté limité au cours de la période sous revue et n'a pas affecté la rentabilité des banques locales, qui a régulièrement progressé jusqu'en 2012, année au cours de laquelle le résultat net s'est réduit, conséquence du recul du PNB qui n'a pas été compensé par la baisse des frais généraux.

Les banques polynésiennes ont bénéficié jusqu'en 2008 d'une activité bien orientée, mais moins vigoureuse que celle de leurs homologues calédoniennes. La croissance des crédits a été soutenue par la forte progression des concours accordés aux ménages. Depuis 2009, le système bancaire local subit les effets de la crise économique qui touche durement le territoire. Les financements accordés par les banques locales ont fortement décéléré, avant de se réduire en 2012 et 2013. Les difficultés persistantes des agents économiques se sont traduites par une montée de la sinistralité, qui demeure particulièrement élevée.

Dans ce contexte, le PNB a commencé à se réduire à partir de 2009. Cette tendance s'est poursuivie au cours des années suivantes (à l'exception de 2010). Le coefficient d'exploitation s'est dégradé sur la décennie, pour atteindre 62,1 % en 2013. Le coût du risque s'est fortement amplifié à partir de 2008 et pèse lourdement dans les résultats des banques locales. En 2012 et 2013, le résultat a chuté de 25 % sur 12 mois.



Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2013

Chiffres clés 2013

	Nouvelle-Calédonie			Polynésie française			Métropole
	2012	2013	Variation 2013/2012	2012	2013	Variation 2013/2012	2013
Effectifs	1 177	1 200	2,0%	1 109	1 102	-0,6%	367 000
Nombre de guichets bancaires	124	127	2,4%	73	67	-8,2%	27 386
Nombre de guichets automatiques	227	240	5,7%	168	159	-5,4%	58 624
Nombre de comptes	483 485	495 940	2,6%	381 615	378 191	-0,9%	79 509 708
Nombre de cartes bancaires	239 104	251 084	5,0%	193 768	194 503	0,4%	61 700 000
En millions de F CFP (échantillon de l'étude)							(1)
Total bilan	834 474	822 427	-1,4%	573 244	571 793	-0,3%	14 913 822
Opérations avec la clientèle (actif)	647 666	652 846	0,8%	446 848	443 466	-0,8%	12 504 864
dont crédits de trésorerie	94 777	94 000	-0,8%	122 532	121 278	-1,0%	n.c
dont crédits à l'équipement	171 415	173 285	1,1%	68 652	73 446	7,0%	n.c
dont crédits à l'habitat	302 525	303 489	0,3%	163 997	164 840	0,5%	n.c
Taux de créances douteuses	2,4%	2,7%	12,7%	12,0%	12,5%	4,4%	5,0%
Taux de provisionnement	61,5%	57,2%	-7,1%	53,9%	58,8%	9,1%	53,7%
Opérations avec la clientèle (passif)	574 495	574 492	0,0%	398 892	394 660	-1,1%	10 710 580
dont dépôts à vue	240 048	258 918	7,9%	150 885	149 814	-0,7%	n.c
dont dépôts à terme	216 234	198 128	-8,4%	121 170	118 304	-2,4%	n.c
dont comptes d'épargne à régime spécial	101 169	104 968	3,8%	116 564	117 833	1,1%	n.c
Produit net bancaire	28 646	28 689	0,2%	22 389	21 894	-2,2%	436 601
Frais généraux	14 468	14 561	0,6%	13 121	12 989	-1,0%	285 335
Résultat brut d'exploitation	13 724	13 753	0,2%	8 708	8 306	-4,6%	140 455
Coût du risque	717	729	1,7%	4 245	5 574	31,3%	35 857
Résultat d'exploitation	13 007	13 024	0,1%	4 463	2 732	-38,8%	104 598
Résultat courant avant impôt	12 540	12 675	1,1%	4 501	2 598	-42,3%	109 932
Résultat net	7 959	7 927	-0,4%	2 210	1 643	-25,6%	72 164
Coût moyen des ressources de la clientèle	1,5%	1,4%		1,3%	1,2%		1,3%
Rendement moyen des crédits à la clientèle	4,6%	4,5%		4,9%	4,7%		4,2%
Marges moyennes sur les opérations avec la clientèle	3,4%	3,4%		4,1%	4,1%		2,9%
Marge globale d'intermédiation	2,4%	2,3%		2,8%	2,7%		2,3%
Coefficient net d'exploitation	52,1%	52,1%		61,1%	62,1%		67,8%
PNB/total bilan	3,4%	3,5%		3,9%	3,8%		2,9%
Taux de marge nette (RN/PNB)	27,6%	27,4%		9,9%	7,5%		16,5%
ROA (Résultat net/total bilan)	1,0%	1,0%		0,4%	0,3%		0,5%

(1) Correspond à un échantillon de banques métropolitaines de taille équivalente



I - UN SECTEUR BANCAIRE STRUCTURÉ AUTOUR DE QUELQUES ACTEURS

1- La structure du système bancaire

1-1 Les établissements de crédit locaux

Le système bancaire local des COM du Pacifique est composé au 31 décembre 2013 de seize établissements de crédit installés dans la zone d'émission. C'est en Nouvelle-Calédonie que le paysage bancaire est le plus étoffé avec la présence de neuf enseignes, contre six en Polynésie française et une à Wallis-et-Futuna.

Parmi ces établissements on peut distinguer huit banques de droit commun et huit sociétés financières¹. Par ailleurs, les Offices des postes et télécommunication (OPT) de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française exercent une activité de services financiers sur ces deux territoires, tandis qu'à Wallis-et-Futuna le Trésor public propose des prestations bancaires aux particuliers. A la différence de ce qui est observé dans les départements d'outre-mer, les établissements de crédit installés dans les COM du Pacifique interviennent pour la grande majorité sur une seule géographie, en raison notamment de l'éloignement entre les territoires.

Le système bancaire local des COM du Pacifique s'organise autour de trois grands réseaux bancaires nationaux :

- *le groupe Banque populaire Caisse d'épargne (BPCE)* : il s'agit du premier réseau bancaire implanté sur ces territoires, puisqu'il concentre près de 49 % des encours de crédits. Il est présent en Nouvelle-Calédonie et Polynésie française à travers les deux banques rattachées à BPCE International et Outre-mer (IOM) : la Banque de Tahiti et la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC), ainsi que les deux sociétés financières appartenant au réseau Natixis (Océor Lease Tahiti et Océor Lease Nouméa). De même, la Banque calédonienne d'investissement (BCI) est rattachée au réseau Bred-Banques populaires ;
- *le groupe Société générale* : il est implanté en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française à travers deux banques, la Société générale calédonienne de Banque (SGCB) et la Banque de Polynésie, ainsi que trois sociétés financières : Sogelease, Crédit calédonien et tahitien (Crédical) et Nouméa crédit, qui détiennent 23 % des parts de marché local en matière d'encours de crédit ;
- *le groupe BNP Paribas* intervient en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna à travers deux enseignes : la BNP Nouvelle-Calédonie et la Banque de Wallis-et-Futuna (BWF). Il détient 7,6 % des encours de crédits sur ces géographies.

Parallèlement, d'autres enseignes non rattachées à ces groupes bancaires interviennent dans les collectivités du Pacifique : une banque, la Socredo², et trois sociétés financières : GE financement Pacifique (groupe GE Money), le Crédit agricole mutuel, ainsi qu'Ofina.

Les trois Territoires sont également impliqués dans l'activité bancaire locale : le Territoire de Nouvelle-Calédonie détient 50 % du capital de la BCI, celui de Polynésie française 50 % de la Socredo et celui de Wallis-et-Futuna, 15 % de la Banque de Wallis-et-Futuna.

Ces acteurs sont présents sur ces territoires de longue date : la plupart des banques ont commencé à s'y implanter dans les années 70-80³, de même que certaines sociétés financières comme Credical, Océor Lease Nouméa, le Crédit agricole mutuel de Nouvelle-Calédonie. Les autres s'y sont installées plus récemment : GE Money (2002), Nouméa crédit (1999), Sogelease (2004) et Ofina (2004).

Le paysage bancaire local n'a connu que peu de mutations. La seule évolution récente observée concerne la fusion de deux enseignes en 2010 en Nouvelle-Calédonie : la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) et la Caisse d'épargne et de prévoyance de Nouvelle-Calédonie.

¹ Voir l'encadré sur l'évolution du cadre réglementaire en page 8.

² L'Agence française de développement (AFD) est l'actionnaire de référence de la banque avec 35 % de ses parts et la Bred en détient également 15 %, les 50 % restant étant détenus par le Territoire de Polynésie française.

³ A l'exception de la Banque de Wallis-et-Futuna qui s'est installée sur le territoire en 1991.



1-2 Les autres acteurs

Outre le réseau bancaire local, des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission interviennent également sur ces territoires. Certains accordent des financements aux agents économiques locaux au travers d'une implantation locale sans détenir de guichets pour des raisons d'organisation. Il s'agit notamment de l'Agence française de développement (AFD) et de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), spécialisées dans le financement du logement social et des collectivités locales, ainsi que la Caisse d'aide sociale de l'Éducation nationale (CASDEN-Banques Populaires). Par ailleurs, une quarantaine d'établissements interviennent directement depuis la métropole dans le financement des entreprises et des collectivités locales, sans même disposer d'une représentation locale.

Etablissements de la zone d'émission

	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Wallis-et-Futuna	COM du Pacifique
Banques de droit commun	4	3	1	8
Banques mutualistes ou coopératives	-	-	-	-
Sociétés financières	5	3	-	8
Total	9	6	1	16

Source : IEOM

Le cadre réglementaire

L'exercice des activités bancaires et financières en France est soumis à l'obtention d'un agrément et à une surveillance particulière. Ce principe, qui va à l'encontre du principe de la liberté du commerce et de l'industrie, se justifie par la place particulière de cette activité dans le financement de l'économie. Il s'agit en effet d'assurer la protection de l'épargne du public ainsi que la surveillance de la monnaie et du crédit. L'ensemble des lois régissant le secteur est réuni dans un texte de référence unique, le Code monétaire et financier, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

La législation bancaire applicable dans les COM du Pacifique relève de la compétence de l'État. Les dispositions en vigueur sont recensées dans le Code monétaire et financier (livre 7).

Suite à l'ordonnance n°2013-544 du 27 juin 2013 **relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement** modifiant le statut d'établissement de crédit et instituant le statut de société de financement, les établissements du secteur bancaire agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) relèvent depuis 2014 de l'un des statuts juridiques décrits ci-après.

Le statut d'établissement de crédit (EC) intègre, comme précédemment, les banques et les banques mutualistes et coopératives. S'y ajoutent les établissements de crédit spécialisés. Le statut d'établissement de crédit ne peut être délivré qu'à des entités qui effectuent cumulativement des opérations de crédit, d'intermédiation financière et de réception de fonds remboursables du public. La notion de « fonds remboursables du public » s'entend désormais de façon plus large, puisqu'elle inclut la réception des dépôts à vue et à terme et « l'émission continue d'obligations et d'autres titres comparables » (directive CRD IV). A noter que sur nos géographies, BpiFrance Financement (créé en 2013, en tant que filiale de BPI Groupe agréée comme établissement de crédit), peut être retenu dans la catégorie des établissements de crédit à condition de retenir strictement la dénomination « Bpifrance Financement ».

Le statut de société de financement revient aux sociétés financières ayant fait une demande d'agrément pour devenir société de financement (la date limite pour faire cette demande, dans le cadre d'une procédure simplifiée, était fixée au 1^{er} octobre 2014¹). En outre, ce statut ne peut être délivré qu'à des entités qui effectuent uniquement des opérations de crédit. Sur les géographies ultra-marines, les sociétés financières suivantes ont fait une demande d'agrément pour devenir des sociétés de financement : GE financement Pacifique, CAFINEO, CMOI, CISPM, Oceor Lease Nouméa / Tahiti / Réunion, SAGEFI, SOGUAFI, SOMAFI, SOREFI, Océanienne de financement (OFINA), Nouméa crédit, Compagnie financière Bourbon, Crédit moderne Antilles Guyane, SOGEFOM.

Le statut d'établissement de crédit spécialisé (ECS) est accordé aux ex-sociétés financières qui n'ont pas fait de demande d'agrément pour devenir des sociétés de financement et qui réalisent cumulativement des opérations de crédit, d'intermédiation financière (SBP) et « d'émission continue d'obligations et d'autres titres comparables ». Sur nos géographies, les établissements suivants relèvent du statut d'ECS : Sogelease, Credical, Bred Cofilease, Sofiag, Sofider OI, Natixis Factor, CGA, BNP Paribas Factor, Crédit agricole mutuel-NC. L'Agence française de développement (AFD) est désormais un établissement de crédit spécialisé (auparavant, il s'agissait d'une institution financière spécialisée) tel qu'indiqué à l'article R. 513-22 du Code monétaire et financier (CMF).

Certains établissements « atypiques » ont des statuts qui ne relèvent d'aucun des trois statuts précédemment cités. Ainsi, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) est un « établissement à statut particulier » conformément à l'article L. 518-2 du CMF et la Banque européenne d'investissement (BEI) est à répertorier comme « institution financière internationale ».

Les statuts d'Institution financière spécialisée (IFS) et de Société financière (SF) n'existent plus.



2- Les caractéristiques du système bancaire local

L'activité bancaire occupe une place importante dans les économies des collectivités du Pacifique. Elle se distingue par certaines spécificités qui tiennent principalement à la taille réduite des marchés de ces géographies et à leur insularité.

2-1 Le poids économique du secteur

Le secteur bancaire local génère un Produit net bancaire (PNB) de 50,9 milliards de F CFP en 2013, ce qui représente 3,6 % du produit intérieur brut total de la zone. Il emploie 2 314 personnes en 2013 : 1 200 en Nouvelle-Calédonie, 1 102 en Polynésie française et 12 à Wallis-et-Futuna. Ces effectifs ont peu évolué au cours des dernières années (+1,2 % en 5 ans) et concentrent 1 % de la population active en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, et 0,2 % à Wallis-et-Futuna.

Le secteur bancaire local occupe un rôle central dans le développement des territoires du Pacifique à travers les financements accordés aux agents économiques, dont l'encours total s'établit à 1 590 milliards de F CFP fin 2013. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises, principaux moteurs de la croissance dans ces géographies, ont été favorisés par une activité de distribution du crédit dynamique, en particulier au cours de la période 2003-2008 (+11,9 % en moyenne annuelle en Nouvelle-Calédonie, +7 % en Polynésie française).

Les banques locales fournissent plus de 74 % des crédits accordés sur les trois géographies, avec néanmoins des disparités selon les territoires : cette part atteint 71 % en Nouvelle-Calédonie, 80 % en Polynésie française et seulement 42 % à Wallis. Le reste des financements est accordé par des établissements non installés dans la zone, intervenant pour la plupart depuis la métropole.

Effectifs dans les établissements de crédit locaux (1)

	2009	2010	2011	2012	2013
Nouvelle-Calédonie	1 134	1 160	1 189	1 177	1 200
Polynésie française	1 141	1 184	1 151	1 109	1 102
Wallis-et-Futuna	12	12	12	12	12
Total	2 287	2 356	2 352	2 298	2 314

(1) Effectifs équivalent temps plein

2-2 Une concentration croissante de l'activité bancaire

Le paysage bancaire des COM du Pacifique est marqué par un niveau de concentration élevé, mesurable par les parts de marché des principaux établissements de crédit de la zone⁴. Ce phénomène s'explique par le faible nombre d'intervenants présents sur ces territoires.

En 2013, le poids des trois premiers établissements atteint 54,3 % en termes d'octroi de crédits et 47,3 % pour la collecte de dépôts tous territoires confondus. Les taux de concentration sur ces trois établissements se portent à des niveaux supérieurs sur certains marchés comme les crédits d'investissement aux entreprises (63 %) et les dépôts à terme (59,6 %).

Ce niveau de concentration s'est largement renforcé au cours des dix dernières années, comme le montre la progression de certaines parts de marché, en particulier sur la collecte de dépôts (+16,9 points sur la période). Pour exemple, le taux de concentration sur les dépôts à terme a gagné plus de 20 points sur la décennie.

Parts de marché des trois principaux établissements de crédit

	2003	2013	Variation (en point)
Crédits totaux	49,5%	54,3%	4,8
Crédits à la consommation des ménages	57,3%	57,7%	0,4
Crédits à habitat des ménages	56,4%	58,2%	1,8
Crédits d'exploitation des entreprises	50,2%	59,3%	9,1
Crédits d'investissement des entreprises	41,2%	63,0%	21,8
Dépôts	30,3%	47,3%	16,9
Dépôts à vue	33,0%	50,3%	17,3
Dépôts à terme	38,0%	59,6%	21,6

⁴ Les parts de marché sont calculées pour les trois COM du Pacifique sur le périmètre des établissements de crédits locaux (banques et sociétés financières).



Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2013

Les sociétés financières n'interviennent que de façon marginale dans l'activité de crédit, soit à hauteur de 3 %. Leur contribution a peu évolué au cours de la période 2003-2013. Elles sont présentes sur le segment des crédits à la consommation (8,9 % des encours) et des crédits d'investissement aux entreprises (7 % des encours), mais demeurent avant tout spécialisées dans le crédit-bail, puisqu'elles accordent plus de 96 % de ces crédits. Leur position dominante sur ce marché s'est significativement renforcée : +17 points en dix ans.

Sur la période étudiée, les financements accordés par les banques ont progressé en moyenne de 6,4 % par an, contre 4,4 % pour les sociétés financières.

Répartition crédits banques / sociétés financières sur le marché des crédits

	2003		2013	
	Banques	SF	Banques	SF
Crédits totaux tous COM	96,6%	3,4%	97,0%	3,0%
Crédits à la consommation des ménages	90,0%	10,0%	91,1%	8,9%
Crédits à habitat des ménages	99,9%	0,1%	99,9%	0,1%
Crédits d'exploitation des entreprises	98,9%	1,1%	98,3%	1,7%
Crédits d'investissement des entreprises	92,8%	7,2%	93,0%	7,0%
Crédit-bail	21,0%	79,0%	3,7%	96,3%
Crédits totaux Nouvelle-Calédonie	94,0%	6,0%	95,4%	4,6%
Crédits totaux Polynésie française	99,0%	1,0%	99,2%	0,8%

2-3 Des équipements bancaires moins denses qu'en métropole

A fin décembre 2013, les COM du Pacifique comptent 198 guichets répartis sur l'ensemble des territoires. La couverture bancaire s'est fortement accrue en Nouvelle-Calédonie en dix ans (+53 unités), alors qu'elle s'est réduite en Polynésie française (-11 guichets). En 2013, le niveau d'équipements en guichets bancaires demeure bien inférieur au niveau métropolitain (1 guichet pour 1 680 habitants fin 2013) en Polynésie-français et à Wallis-et-Futuna, avec respectivement 1 guichet pour 4 048 habitants et 1 guichet pour 3 049 habitants. Il est plus proche en Nouvelle-Calédonie avec 1 guichet pour 2 047 habitants.

400 distributeurs et guichets automatiques (DAB/GAB) sont recensés en 2013 dans les trois géographies : 240 en Nouvelle-Calédonie, 159 en Polynésie française et 1 à Wallis-et-Futuna. Le réseau s'est étendu de manière significative au cours de la décennie : il a été multiplié par 2,4 en Nouvelle-Calédonie et par 1,5 en Polynésie française.

En Nouvelle-Calédonie, le nombre d'automates bancaires est comparable à la référence nationale (1 DAB / GAB pour 1 083 habitants contre 1 090 en métropole), alors qu'il se situe légèrement en dessous en Polynésie française (1 DAB / GAB pour 1 706 habitants). A Wallis-et-Futuna, le taux d'équipement demeure très limité.

Nombre de guichets dans les COM en 2013

	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Wallis-et-Futuna	Total COM
Guichets bancaires (1)	127	67	4	198
Nombre d'habitants par guichet bancaire	2 047	4 048	3 049	2 745
Guichets automatiques	240	159	1	400
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 083	1 706	12 197	1 359

(1) y compris guichets périodiques.

Source : IEOM

2-4 Un niveau de bancarisation encore faible

Le taux de bancarisation⁵ de la population des COM du Pacifique est en moyenne bien inférieur à celui de la métropole. Il atteint 0,79 en Nouvelle-Calédonie, 0,74 en Polynésie française et 0,42 à Wallis-et-Futuna, contre 1,62 en métropole.

⁵ Il s'agit du nombre de comptes à vue par habitant.



Au total, 881 654 comptes bancaires sont gérés par les établissements de crédits installés dans les COM du Pacifique (dont 410 771 comptes à vue). Ce chiffre a été multiplié par 3,5 en Nouvelle-Calédonie et par 2 en Polynésie française entre 2003 et 2013, alors qu'à Wallis-et-Futuna il n'a que très peu progressé (+6,1 %).

Le nombre de cartes bancaires en circulation (446 779 à fin 2013) a également connu une évolution dynamique sur la période, notamment en Nouvelle-Calédonie où il a été multiplié par 2,5 (contre 1,2 en Polynésie française). En revanche, à Wallis-et-Futuna, il s'est réduit de 23 %.

Bancarisation dans les COM en 2013

	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Wallis-et-Futuna	Total COM
Nombre de comptes bancaires	495 940	378 191	7 523	881 654
Nombre de comptes par habitant	1,91	1,39	0,62	1,62
Nombre de comptes à vue	205 701	199 894	5 176	410 771
Nombre de comptes par habitant	0,79	0,74	0,42	0,76
Nombre de cartes bancaires	251 084	194 503	1 192	446 779
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,97	1,39	0,10	0,82

(1) y compris guichets périodiques.

Source : IEOM

2-5 Une offre bancaire globalement variée

Le système bancaire des COM du Pacifique est constitué de banques de détail, tournées vers la collecte de ressources et la distribution de crédits, comme en témoigne la prépondérance des opérations avec la clientèle dans leur bilan (78,5 % de l'actif et 69,5 % du passif). Les activités de marché et de gestion d'actifs sont inexistantes, dans la mesure où elles sont gérées par les maisons mères localisées en métropole.

La gamme de moyens de paiement mise à la disposition de la clientèle des COM du Pacifique est variée et comparable à celle de la métropole, tandis que l'offre de produits d'épargne se concentre sur des produits classiques (dépôts à vue, dépôts à terme). Les banques proposent des contrats d'assurance-vie ainsi que des valeurs mobilières de placement (actions, obligations, OPCVM), mais ces supports sont transférés en métropole, d'où ils sont gérés.

Les produits d'épargne réglementées disponibles sont plus limités qu'en métropole : on retrouve les livrets ordinaires, les comptes et plans épargne-logement dans les deux géographies, tandis que les livrets A ne sont proposés qu'en Nouvelle-Calédonie. Sur le marché des crédits, l'offre bancaire porte essentiellement sur des prêts dits « classiques » et du crédit-bail.



II - UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI ÉVOLUE SOUS L'EFFET DE TRAJECTOIRES ÉCONOMIQUES DISTINCTES

L'analyse de l'activité bancaire a été réalisée à partir des données des quatre banques de Nouvelle-Calédonie et des trois banques de Polynésie française. Les données métropolitaines sont issues d'un échantillon d'établissements de taille similaire (voir annexes 1).

1- Des structures de bilan proches

La structure bilancielle des banques calédoniennes et polynésiennes est relativement proche. Leur activité est principalement tournée vers l'intermédiation, comme l'illustre la prépondérance des opérations avec la clientèle.

En **Nouvelle-Calédonie**, la part des crédits à la clientèle dans les emplois s'est renforcée sur la décennie (+2,5 points, à 79,4 %). De même, au passif, les ressources clientèle ont gagné 9,4 points, pour s'établir à 69,9 % fin 2013. A l'inverse le poids des opérations de trésorerie dans le total de bilan s'est contracté : elles totalisent 17,5 % du bilan à l'actif (-1,2 point) et 19,6 % au passif (-6,6 points).

En **Polynésie française**, le poids des opérations avec la clientèle est resté quasi stable à l'actif sur la période 2003-2013 (77,6 % du bilan à fin décembre 2013), tandis qu'il s'est replié de 7,7 points au passif, pour s'établir à 69 %. En revanche, le poids des opérations de trésorerie dans les emplois et les ressources a augmenté (respectivement +2,6 points à 19,3 % et +9 points à 19,2 %).

A fin décembre 2013, les fonds propres totalisent 8,5 % des ressources bilancielle des banques calédoniennes (-1,7 point entre 2003-2013) et 10 % des banques polynésiennes (part relativement stable). Au vu de ces ratios, la solvabilité⁶ des établissements peut être considérée comme correcte⁷.

Décomposition du bilan des banques calédoniennes et polynésiennes

	Nouvelle-Calédonie			Polynésie française			
	2003	2013	Var 13/03	2003	2013	Var 13/03	
ACTIF	Opérations de trésorerie	18,8%	17,5%	-1,3 pt	16,7%	19,3%	2,6 pt
	Opérations avec la clientèle	76,8%	79,4%	2,6 pt	77,3%	77,6%	0,3 pt
	Opérations diverses	2,1%	2,2%	-0,1 pt	4,1%	2,0%	-2,1 pt
	Valeurs immobilisées	2,3%	0,9%	-1,4 pt	1,9%	1,2%	-0,7 pt
Total de bilan	100%	100%	-	100%	100%	-	
PASSIF	Opérations de trésorerie	26,2%	19,6%	-6,6 pt	10,2%	19,2%	9 pt
	Opérations avec la clientèle	60,5%	69,9%	9,4 pt	76,7%	69,0%	-7,7 pt
	Opérations diverses	2,2%	2,0%	-0,2 pt	2,6%	1,8%	-0,8 pt
	Capitaux propres	11,1%	8,5%	-2,6 pt	10,4%	10,0%	-0,4 pt

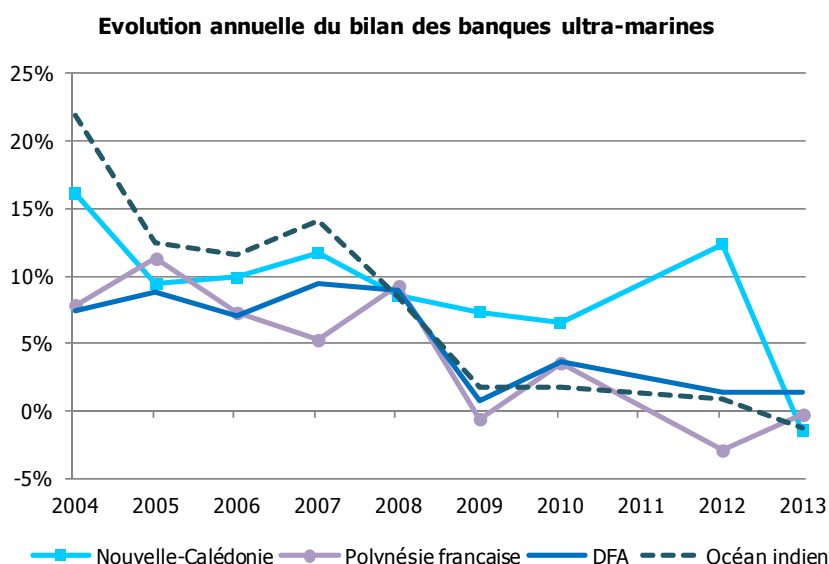
⁶ Dans le cadre du calcul du ratio de solvabilité au sens de Bâle III, les banques des COM du Pacifique, en tant que filiales d'établissements de crédit contrôlées sur base consolidée, peuvent bénéficier d'exemption de surveillance sur base individuelle conformément au règlement n° 2000-036. Dans le cadre de cette étude, la solvabilité peut être approchée par le ratio « fonds propres / total bilan ».

⁷ Globalement, un niveau minimal de fonds propres de 8 % est attendu.



2- Mais une évolution bilancielle différenciée

L'activité des banques de la zone Pacifique est en perte de vitesse en 2013. Le total de bilan agrégé s'est replié de 1 % sur l'année, après avoir régulièrement progressé au cours de la décennie, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,2 %. La croissance du bilan a été très soutenue sur la période 2003-2008 (+9,6 % en moyenne annuelle), comparativement aux cinq années suivantes (+2,9 % entre 2008-2013).



2-1 Une activité de financement et de collecte dynamique en Nouvelle-Calédonie, mais qui ralentit en fin de période

En **Nouvelle-Calédonie**, le bilan agrégé des banques locales s'élève à 822,4 milliards de F CFP à fin décembre 2013. Il contribue à hauteur de 59 % à l'activité de l'ensemble des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique, cette part s'étant largement renforcée au cours des dernières années (+11 points).

Le bilan des banques calédoniennes a enregistré une évolution moyenne de 8,4 % par an entre 2003 et 2013. Ce dynamisme a été permis par un environnement économique particulièrement favorable, qui s'est traduit par un accroissement des crédits accordés d'environ 8,8 % par an en moyenne sur la période. Les financements ont accompagné les projets d'investissements des agents économiques : les entreprises, avec des crédits d'investissement et immobiliers en hausse respective de 10,7 % et 12,5 % en moyenne annuelle, ainsi que les ménages (premiers bénéficiaires des concours), avec des crédits à l'habitat en augmentation de 8,6 % par an. Les concours à court terme (crédits d'exploitation, crédits à la consommation) ont évolué plus modérément. L'activité de collecte s'est également révélée performante au cours de la période sous revue (+10 % en moyenne par an), stimulée par l'évolution des dépôts à terme et des comptes ordinaires débiteurs.

C'est au cours des années 2003-2008, que le rythme de progression du bilan agrégé a été le plus soutenu, avec des niveaux de croissance à deux chiffres (+11,1 % en moyenne). En 2009, le système bancaire calédonien a bien résisté à la crise financière, à la différence des autres banques ultra-marines qui ont vu le niveau de croissance de leur bilan se réduire fortement⁸. Toutefois, sous l'effet d'une situation économique locale plus morose (dégradation du climat des affaires, fin progressive des grands projets...), l'activité de financement a commencé à marquer le pas et a régulièrement ralenti jusqu'en 2013.

⁸ Hausse de 0,7 % pour les DFA en 2009, après + 8,9 % en 2008, +1,7 % dans l'Océan Indien après +8,4 %, -0,6 % en Polynésie après +9,3% (effet cumulé avec la crise économique locale).



Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2013

Pour la première fois sur la décennie, le bilan des banques calédoniennes s'est contracté en 2013 (-1,4 % sur douze mois), après une hausse importante l'année précédente (+12,4 %). Les crédits n'ont augmenté que très modérément (+0,8 % sur l'année, après +5,1 % en 2012), marqués par la stagnation des financements accordés aux ménages (-0,1 %, après +4,3 % en 2012) et l'essoufflement des crédits aux entreprises (+0,9 %, après +6,7 %). Parallèlement, l'activité de dépôts s'est stabilisée en 2013, après dix années de croissance régulière et une collecte particulièrement dynamique en 2012 (+12,9 % sur un an). Elle a été principalement pénalisée par la chute des comptes à terme (-8,4 %), et ce malgré l'accélération des comptes ordinaires créditeurs (+7,9 %).

Bilan agrégé Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP

	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	Taux de croissance annuel moyen 2003-2013
ACTIF						
Opérations de trésorerie	115 766	105 273	161 289	144 058	-10,7%	7,7%
Opérations avec la clientèle	572 188	616 505	647 666	652 846	0,8%	8,8%
Opérations diverses	13 225	13 517	18 084	18 480	2,2%	9,2%
Valeurs immobilisées	7 630	7 446	7 435	7 043	-5,3%	-1,9%
Total de bilan	708 808	742 741	834 474	822 427	-1,4%	8,4%
PASSIF						
Opérations de trésorerie	145 847	159 568	179 132	161 244	-10,0%	5,3%
Opérations avec la clientèle	492 524	508 977	574 495	574 492	0,0%	10,0%
Opérations diverses	11 745	11 677	14 144	16 559	17,1%	7,6%
Capitaux propres	58 692	62 520	66 703	70 132	5,1%	5,6%

Répartition des crédits par agents économiques en Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP

	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	Taux de croissance annuel moyen 2003-2013
Crédits aux ménages	279 274	305 876	319 013	318 578	-0,1%	8,0%
Crédits à la consommation	46 786	51 092	52 978	53 060	0,2%	4,8%
Crédits à l'habitat	227 993	249 426	259 650	259 701	0,0%	8,6%
Autres crédits	4 494	5 357	6 386	5 817	-8,9%	28,3%
Crédits aux entreprises	264 898	278 487	297 126	299 801	0,9%	9,5%
Crédits d'exploitation	70 534	73 694	81 661	80 737	-1,1%	4,9%
Crédits d'investissement	142 333	151 582	158 546	159 608	0,7%	10,7%
Crédits immobiliers	40 705	40 482	41 946	43 094	2,7%	12,5%
Autres crédits	11 326	12 729	14 973	16 362	9,3%	47,0%
Crédits aux Collectivités locales	10 695	11 719	9 804	11 300	15,3%	16,2%
Crédits d'investissement	4 883	6 572	8 039	8 858	10,2%	23,3%
Autres crédits	5 811	5 146	1 764	2 442	38,4%	5,5%
Autres agents économiques	12 770	15 086	15 589	15 403	-1,2%	10,9%
Encours sain	567 636	611 167	641 533	645 082	0,6%	8,8%
Encours douteux nets	4 552	5 338	6 133	7 764	26,6%	4,6%
Encours total	572 188	616 505	647 666	652 846	0,8%	8,8%

2-2 Une situation plus tendue en Polynésie française

En 2013, le total de bilan agrégé des **banques polynésiennes** s'est inscrit en recul pour le troisième exercice consécutif. Il s'est réduit de 0,3 %, soit une baisse moins marquée que les deux années précédentes (respectivement -2,5% en 2011 et -2,9% en 2013), pour se situer à 571,8 milliards de F CFP à fin décembre.

Sur la période 2003-2013, il a augmenté en moyenne de 3,7 % par an : les opérations avec la clientèle ont progressé de 3,7 % à l'actif et de 2,6 % au passif en moyenne annuelle. Jusqu'en 2008, l'évolution du bilan a été vigoureuse (+8,2 % par an en moyenne), tout en restant inférieure à celle observée en Nouvelle-Calédonie, mais proche de celle des



départements français d'Amérique (DFA)⁹. L'activité de financement a en grande partie bénéficié de la croissance des crédits accordés aux ménages (+7,1 % en moyenne par an entre 2003-2008), qui totalisent 57 % des financements, mais également de celle des crédits aux entreprises (+5,7 %), soutenus par la croissance des besoins d'exploitation.

Après une année 2008 fragile sur le plan économique (essoufflement de la consommation des ménages, repli de l'investissement), dans un contexte d'instabilité politique, le territoire polynésien est entré en récession en 2009. La dégradation de l'activité économique a été significative au cours des quatre années suivantes et ne s'est stoppée qu'en 2013, sans pour autant permettre une reprise économique. Les banques locales ont été fortement pénalisées par cette crise persistante. Sur la période 2008-2013, le total de bilan des établissements locaux s'est replié de 0,6 % en moyenne annuelle.

En 2013, les financements accordés aux agents économiques ont décliné de 0,8 %, sous l'effet conjugué du repli des crédits aux entreprises (-4,9 %) et de la progression modérée des crédits aux ménages (+1,1 %). Dans le même temps, la collecte de dépôts s'est repliée de 1,1 %. Elle est le résultat d'une baisse des comptes ordinaires créditeurs (-0,7 %) et des comptes à terme (-2,4 %), non compensée par la hausse de 1,1 % des comptes d'épargne à régime spécial.

Bilan agrégé Polynésie française

en millions de F CFP

		2010	2011	2012	2013	Var 13/12	Taux de croissance annuel moyen 2003-2013
ACTIF	Opérations de trésorerie	134 154	120 642	106 453	110 366	3,7%	5,2%
	Opérations avec la clientèle	451 259	452 074	446 848	443 466	-0,8%	3,7%
	Opérations diverses	12 475	10 675	13 247	11 315	-14,6%	-3,5%
	Valeurs immobilisées	7 553	6 972	6 697	6 645	-0,8%	-1,4%
	Total de bilan	605 441	590 363	573 244	571 793	-0,3%	3,7%
PASSIF	Opérations de trésorerie	149 984	120 509	107 825	109 622	1,7%	10,5%
	Opérations avec la clientèle	393 200	405 622	398 892	394 660	-1,1%	2,6%
	Opérations diverses	9 149	8 658	9 842	10 061	2,2%	-0,3%
	Capitaux propres	53 109	55 574	56 685	57 450	1,3%	3,3%

Répartition des crédits par agents économiques en Polynésie française

en millions de F CFP

		2010	2011	2012	2013	Var 13/12	Taux de croissance annuel moyen 2003-2013
Crédits aux ménages		232 265	232 723	234 452	237 107	1,1%	3,8%
	Crédits à la consommation	89 673	83 519	81 199	79 775	-1,8%	1,8%
	Crédits à l'habitat	136 475	142 474	146 335	149 195	2,0%	5,1%
	Autres crédits	6 117	6 730	6 918	8 137	17,6%	3,9%
Crédits aux entreprises		175 729	170 687	166 344	158 122	-4,9%	2,0%
	Crédits d'exploitation	89 913	87 545	81 236	73 045	-10,1%	3,8%
	Crédits d'investissement	51 386	55 800	59 046	64 349	9,0%	2,8%
	Crédits immobiliers	19 351	17 691	17 030	14 943	-12,3%	6,3%
	Autres crédits	15 079	9 651	9 033	5 785	-36,0%	-12,8%
Crédits aux Collectivités locales		8 449	9 295	9 673	12 272	26,9%	10,2%
	Crédits d'investissement	7 196	8 088	7 262	6 565	-9,6%	13,2%
	Autres crédits	1 253	1 207	2 410	5 707	136,8%	7,6%
Autres agents économiques		7 738	8 703	9 889	11 191	13,2%	10,8%
Encours sain		424 182	421 409	420 359	418 692	-0,4%	3,3%
Encours douteux nets		27 077	30 665	26 489	24 774	-6,5%	17,4%
Encours total		451 259	452 074	446 848	443 466	-0,8%	3,7%

⁹ Soit 8,3 %.



2-3 La concentration des crédits bancaires

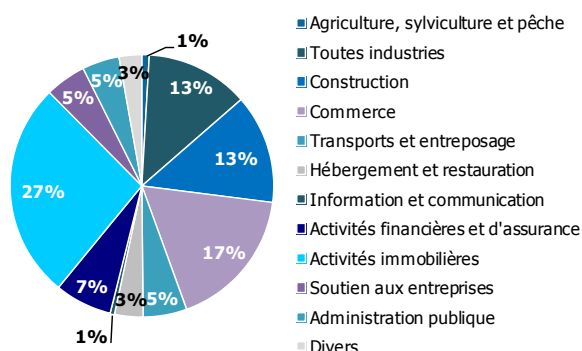
Les données utilisées sont issues des déclarations des établissements au Service central des risques de l'IEOM et de la Banque de France.

L'analyse de la composition du portefeuille de prêts aux entreprises des **banques calédoniennes** fait apparaître le poids prépondérant des activités immobilières. Elles totalisent plus du quart des risques à fin décembre 2013. L'exposition des banques à ce secteur peut être considérée comme élevée selon le ratio de concentration sectorielle¹⁰, qui s'établit à 177 %. Ce secteur est suivi de près par les activités de commerce (17,5 % des risques totaux). A l'inverse, le degré d'exposition des banques sur leur principale contrepartie¹¹ apparaît comme favorable, à 11 %.

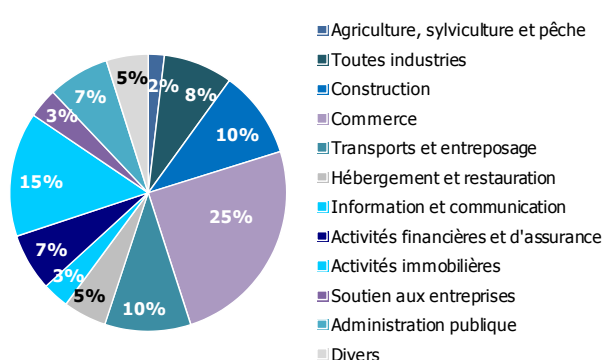
En **Polynésie française**, c'est le secteur du commerce qui concentre la plus grande partie des risques de la place (25 %), devant les activités immobilières (14,5 %). Les banques polynésiennes demeurent fortement exposées à ce premier secteur d'activité, avec un ratio de concentration sectorielle de 129 %. De même, le ratio de concentration par contrepartie de 27 % peut être classé comme important.

Ratios en 2013	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française
Degré de concentration sectorielle	177%	129%
Degré de concentration par contrepartie	11%	27%

Répartition des crédits par secteur d'activité en Nouvelle-Calédonie (hors particuliers) à fin 2013



Répartition des crédits par secteur d'activité en Polynésie française (hors particuliers) à fin 2013



3- Un déséquilibre marqué des opérations avec la clientèle

Dans les deux géographies, les crédits accordés par les banques locales sont structurellement plus élevés que les dépôts collectés, avec un écart de financement de plus de 127 milliards de F CFP en 2013.

Le ratio « crédits/dépôts »¹² s'établit à 114 % à fin 2013 en Nouvelle-Calédonie et à 112 % en Polynésie française, soit un niveau comparable au niveau métropolitain (111 %).

En **Nouvelle-Calédonie**, le ratio s'est globalement amélioré entre 2003 et 2013 (-13 points), sous l'effet d'une progression plus rapide des dépôts (+159 %) que des crédits (+132 %). Malgré la capacité croissante des banques à mobiliser des ressources de la clientèle pour financer leur activité de crédit, le montant du déséquilibre des opérations avec la clientèle s'est creusé de plus de 30 % en dix ans, pour s'élever à plus de 78 milliards de F CFP à fin décembre 2013. Au cours de l'année 2013, il s'est toutefois réduit de 7,1 %, en raison de l'atonie des financements accordés.

A l'inverse, en **Polynésie française**, le ratio « crédits/dépôts » de la clientèle des banques locales s'est dégradé au cours de la décennie (+11,6 points). Cette situation résulte d'une augmentation plus rapide des financements accordés (+44 %) par rapport aux dépôts collectés auprès de la clientèle (+29 %).

¹⁰ Il s'agit du rapport entre l'encours sur le premier secteur d'activité et les fonds propres. Il est considéré comme bon en dessous de 50 %, comme moyen entre 50 % et 100 % et comme médiocre au-dessus de 100 %.

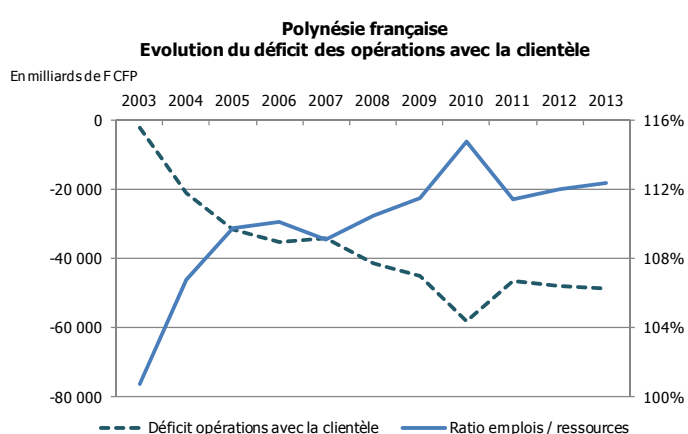
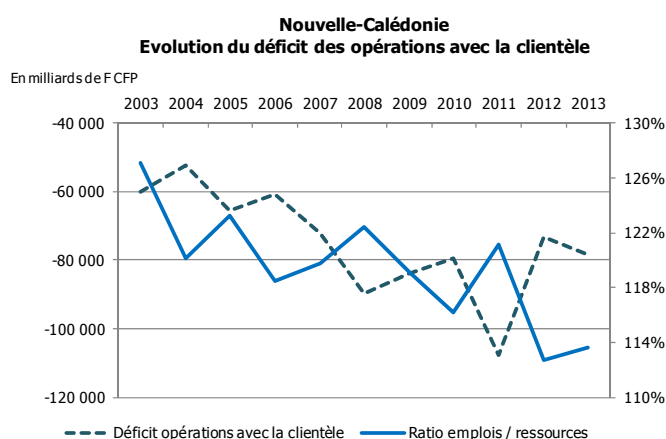
¹¹ Il s'agit du rapport entre l'encours sur la première contrepartie et les fonds propres. Il est considéré comme bon en dessous de 15 %, comme moyen entre 15 % et 25 % et comme médiocre au-dessus de 25 %.

¹² Il s'agit du rapport entre les opérations avec la clientèle à l'actif et au passif.



Le montant du déséquilibre des opérations avec la clientèle s'est également creusé : il a été multiplié par 20 sur dix ans, pour s'établir à 48,8 milliards de F CFP à fin décembre 2013. Au cours de l'année 2013, il s'est très légèrement dégradé (+1,8 %).

Le déséquilibre du rapport entre les emplois et ressources clientèle s'explique également par le poids de l'épargne non bilancielle. Elle est composée de placements collectés localement, mais gérés hors de la zone d'émission, et non directement ou partiellement transformables pour leur activité de crédits : livrets A, produits d'assurance-vie, actions, obligations et OPCVM... En 2013, ils totalisent 146 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie (soit 20 % des dépôts totaux) et 79 milliards de F CFP en Polynésie française (soit 17 % des dépôts totaux). Ils sont principalement constitués de placements sous forme d'assurance-vie (73 % en Nouvelle-Calédonie, 84 % en Polynésie française).



4- Un besoin de financement croissant en Nouvelle-Calédonie et une capacité de placement en Polynésie française en 2013

4-1 Une évolution conjointe du besoin de trésorerie et de la position extérieure nette

En **Nouvelle-Calédonie**, le déficit des opérations avec la clientèle n'est pas entièrement couvert par le fonds de roulement¹³, malgré son doublement entre 2003 et 2013. Au 31 décembre 2013, le système bancaire local présente un besoin structurel de trésorerie de plus de 17 milliards de F CFP, en légère amélioration sur l'année (-3,7 %).

En l'absence d'un marché interbancaire local, ce besoin de trésorerie contraint les banques calédoniennes à rechercher des ressources à l'extérieur de la zone d'émission, principalement auprès de leurs maisons mères et également auprès de l'IEOM. Ce refinancement est mesurable par la position extérieure nette¹⁴, d'un montant de 58,6 milliards à fin décembre 2013, dont la trajectoire suit celle du déficit de trésorerie.

A partir de 2003, le déficit de trésorerie des banques locales s'est progressivement accru pour s'établir à près de 51 milliards en 2008, avant d'entamer une décrue, sauf au cours de l'année 2011, où il a atteint son maximum. En effet, les banques ont connu cette année-là et jusqu'à mi-2012, une pénurie de ressources liée à la conjonction de plusieurs facteurs : érosion des dépôts alors que les besoins de financements restent importants, baisse du refinancement des maisons mères. Cette situation a conduit à créer un climat de vive concurrence entre les banques de la place pour capter des ressources auprès de la clientèle. Dans ce contexte, la rémunération des dépôts s'est renchérie¹⁵, en particulier celle des dépôts à terme qui composent le tiers des dépôts. A partir de 2012, les tensions se sont progressivement apaisées, sous l'effet d'un effort de diversification des ressources et d'une stabilisation des emplois.

Ainsi à fin 2012, le besoin de trésorerie s'est réduit de plus 67,1 % par rapport à fin 2011 pour se situer à 17,8 milliards de F CFP. Toutefois, la position extérieure nette ne s'est améliorée que de 12,4 % sur la même période à 58,6 milliards de F CFP fin 2013, en raison d'un recours des banques plus important à la facilité de dépôts proposée par l'IEOM¹⁶.

¹³ Fond de roulement = valeurs immobilisées – capitaux propres et assimilés – provisions.

¹⁴ Il s'agit de la différence entre les avoirs et les engagements hors de la zone d'émission des établissements de crédit locaux.

¹⁵ Entre 2011 et 2012, le coût moyen des dépôts a progressé de 19 points de base, à 1,52 %.

¹⁶ L'IEOM offre aux banques locales une facilité de dépôts rémunérée visant à favoriser la conservation des excédents de liquidités de ces établissements à l'intérieur de la zone d'émission.



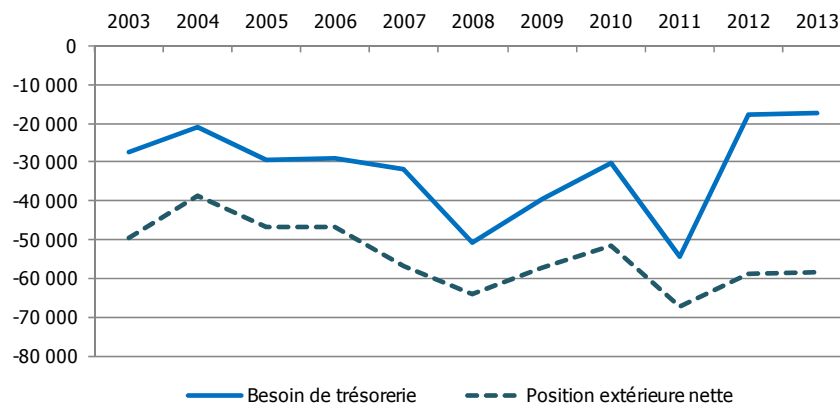
Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2013

Solde par type d'opérations en Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP

	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Opérations avec la clientèle	-79 664	-107 528	-73 171	-78 355	7,1%
Opérations sur titres	-3 505	-4 013	-2 454	-2 894	18,0%
Opérations diverses	2 024	2 173	-1 486	973	-165,5%
Capitaux permanents - Valeurs immobilisées	51 063	55 073	59 268	63 089	6,4%
Besoin de trésorerie	-30 082	-54 295	-17 843	-17 187	-3,7%

Nouvelle-Calédonie Evolution du besoin de trésorerie et de la position extérieure nette



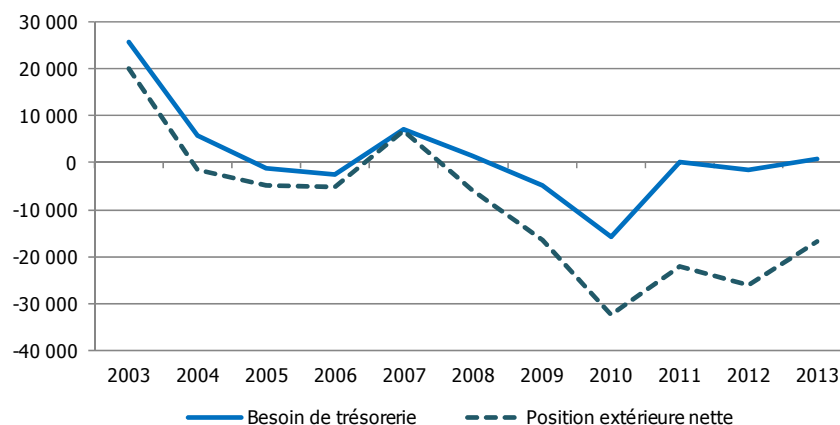
En Polynésie française, en 2013, le solde des opérations avec la clientèle est financé par le fonds de roulement ce qui permet au système bancaire local de dégager une capacité de placement de 745 millions de F CFP. Au cours de la période étudiée, les phases de déficits et d'excédents ont alterné. Il en est de même pour la position extérieure nette qui s'est globalement dégradée jusqu'en 2010, avant de s'améliorer légèrement. En 2013, les banques locales sont contraintes de rechercher des financements hors de la zone d'émission pour un montant de 16,8 milliards de F CFP.

Solde par type d'opérations en Polynésie française

en millions de F CFP

	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Opérations avec la clientèle	-58 059	-46 451	-47 955	-48 806	1,8%
Opérations sur titres	-9 071	-6 086	-8 241	-6 599	-19,9%
Opérations diverses	5 744	4 069	4 837	5 345	10,5%
Capitaux permanents - Valeurs immobilisées	45 556	48 602	49 988	50 804	1,6%
Besoin de trésorerie	-15 830	133	-1 371	745	-154,3%

Polynésie française Evolution du besoin de trésorerie et de la position extérieure nette





4-2 La structure des ressources des banques

La composition des ressources des banques locales s'est modifiée au cours de la période 2003-2013. En Nouvelle-Calédonie, les efforts de collecte auprès de la clientèle ont permis aux banques locales d'accroître sensiblement cette source de financement : les dépôts constituent 79 % de leurs ressources totales, contre 70 % en 2003.

On constate qu'en dix ans, la part du financement hors zone dans les ressources des banques locales s'est réduite de moitié : elle est passée de 16 % à 8,3 %. L'IEOM participe également à leur refinancement, à travers le réescompte¹⁷ qui atteint 9,9 milliards F CFP à fin 2013 et représente 1,4 % de leurs ressources.

En revanche, en Polynésie française, le poids des dépôts collectés dans les ressources des banques locales a décliné de 7 points sur la décennie, pour se situer à 77 % en 2013. Par ailleurs, elles utilisent le refinancement extérieur à hauteur de 3,4 %, alors qu'en 2003 elles n'y avaient pas recours en raison de leur excédent de trésorerie. Le réescompte ne représente que 0,8% de leurs ressources totales en 2013 (-0,5 point sur 10 ans).

Composition des ressources des banques calédoniennes

	2003		2013	
	En millions de F CFP	En %	En millions de F CFP	En %
Dépôts collectés (- encaisses)	217 535	70,4%	559 364	79,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	36 588	11,8%	60 416	8,5%
Excédent des opérations diverses des EC	0	-	18 775	2,7%
Réescompte	5 442	1,8%	9 970	1,4%
Position extérieure nette des EC	49 372	16,0%	58 595	8,3%

Composition des ressources des banques polynésiennes

	2003		2013	
	En millions de F CFP	En %	En millions de F CFP	En %
Dépôts collectés (- encaisses)	298 660	85,8%	381 208	76,9%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	34 743	10,0%	81 973	16,5%
Excédent des opérations diverses des EC	10 328	-	11 530	2,3%
Réescompte	4 490	1,3%	3 978	0,8%
Position extérieure nette des EC	0	0,0%	16 814	3,4%

5- Un portefeuille de prêts de bonne qualité en Nouvelle-Calédonie et une sinistralité élevée en Polynésie française

En **Nouvelle-Calédonie**, la vitalité de l'activité de crédit a été accompagnée d'une faible sinistralité au cours de la période sous revue. La qualité du portefeuille de prêts s'est régulièrement améliorée au cours de la décennie, malgré une légère remontée au cours de l'année 2013. Le taux de créances douteuses se situe à 2,7 % à fin 2013, en recul de 2,6 points sur dix ans.

Le niveau de sinistralité des banques calédoniennes est le plus bas de tous les territoires ultra-marins (8,1 % dans les DFA, 9 % dans l'océan Indien fin 2013), et demeure même inférieur au niveau métropolitain (5 % en 2013).

Dans ce contexte, les efforts de provisionnement des établissements calédoniens se sont atténués en dix ans, avec un taux de provisionnement de 57,2 % (-11,1 points), qui demeure néanmoins supérieur à celui des banques de l'échantillon métropolitain (53,7 % en 2013).

¹⁷ Le réescompte des crédits aux entreprises est un dispositif permettant à un établissement de crédit de la zone d'émission d'obtenir des liquidités auprès de l'IEOM pour une durée supérieure à la journée, en contrepartie d'une cession temporaire de créances éligibles au réescompte.



Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2013

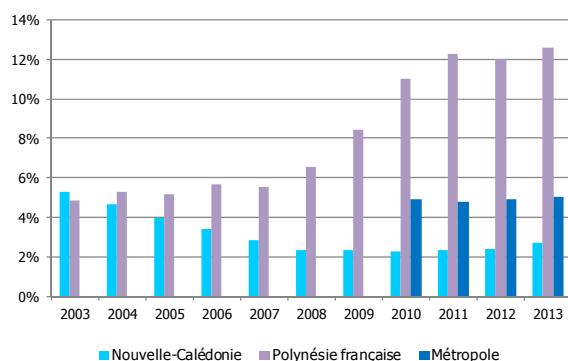
En revanche, en **Polynésie française**, la sinistralité des banques locales s'est accélérée à partir de 2008, en raison de la dégradation progressive de l'activité économique. Alors qu'en 2003 le taux de créances douteuses atteignait 4,9 %, et se situait en deçà du niveau calédonien (5,3%), il a franchi la barre des 10 % à partir de 2008, pour s'établir à 12,5 % fin 2013 (+7,6 points en 10 ans). Les entreprises affectent principalement la montée de la sinistralité : l'encours des créances douteuses détenues sur cette clientèle totalise près des deux tiers de l'encours total, il a été multiplié par 1,3 entre 2008 et 2013.

Malgré un durcissement de la politique de provisionnement au cours des deux dernières années, le taux de provisionnement a globalement décliné en dix ans. Il s'établit à 58,8 % à fin décembre 2013 (-9,1 points en 10 ans, +4,9 points sur l'année), niveau supérieur aux banques calédoniennes et à celles de l'échantillon métropolitain.

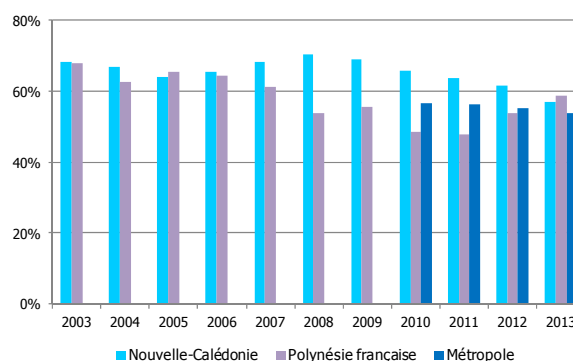
en millions de F CFP

	Nouvelle-Calédonie		Polynésie française	
	2003	2013	2003	2013
Créances douteuses nettes	4 935	7 764	4 965	24 774
Provisions	10 596	10 358	10 507	35 297
Créances douteuses brutes	15 531	18 122	15 472	60 071
Taux de créances douteuses	5,3%	2,7%	4,9%	12,5%
Taux de provisionnement	68,2%	57,2%	67,9%	58,8%

Evolution du taux de créances douteuses



Evolution du taux de provisionnement





III - DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRÈS DISPARATES SELON LES GÉOGRAPHIES

1- Un PNB plus dynamique en Nouvelle-Calédonie qu'en Polynésie française

1-1 Un PNB en perte de vitesse en fin de période

En Nouvelle-Calédonie, le PNB des banques locales a régulièrement progressé au cours de la décennie au rythme moyen de 4,6 % par an. Son taux de croissance a été plus soutenu que dans les autres géographies ultra-marines, avec un maximum atteint en 2009 (+ 8,7 %).

Le PNB a décroché pour la première fois en 2012 (-2,2 %), avant de se stabiliser au cours de l'année 2013, pour se situer à 28,7 milliards de F CFP. Ces évolutions récentes sont imputables au repli des intérêts nets (-4,1 % en 2012, puis -2,2 % en 2013), qui n'a été que faiblement compensé par la hausse des commissions nettes (+2,2 % en 2012 et +1,7 % en 2013).

A l'inverse, le PNB **des banques polynésiennes** a progressé de manière très modérée entre 2003 et 2013 (+0,3 % par an). Après cinq années d'orientation favorable, il a commencé à se contracter en 2009 et la dégradation s'est poursuivie au cours des années suivantes (à l'exception de 2010). En 2013, il s'est réduit de 2,2 %, pour se situer à 21,9 milliards de F CFP, sous l'effet du déclin des intérêts nets (-5,9 %). A l'inverse, les commissions ont bénéficié d'une croissance de 7 % sur l'année.

Evolution annuelle du total PNB des banques ultra-marines



1-2 Des intérêts nets toujours prépondérants, mais dont la contribution au PNB se réduit

Dans les deux géographies, les établissements de crédit tirent davantage de revenus de leurs activités de crédit que des prestations de services proposées. Les intérêts nets représentent 61 % du PNB en Nouvelle-Calédonie et 65 % en Polynésie française, même si leur part s'est progressivement réduite en dix ans (respectivement -7 points et -6 points).

Dans le même temps, la part des commissions nettes s'est renforcée sur la période (+7 points en Nouvelle-Calédonie, +6 points en Polynésie française), pour représenter respectivement 33 % et 30 % du PNB. Ces niveaux demeurent inférieurs à ceux relevés sur l'échantillon de banques métropolitaines, où les commissions totalisent 41 % du PNB en 2013. Toutefois, dans les deux collectivités, les nouveaux accords de concertation sur les tarifs bancaires¹⁸ risquent de limiter l'évolution future de cette source de revenus.

¹⁸ Cf. les Observatoires semestriels sur les tarifs bancaires et les rapports annuels de l'IEOM.



Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2013

Les intérêts nets des **établissements calédoniens** ont progressé d'environ 3,4 % par an entre 2003 et 2013, soit un rythme bien inférieur à celui des commissions nettes (+7,2 %). Leur contribution à la croissance du PNB a été particulièrement forte entre 2009 et 2011, alors que les commissions nettes ont davantage tiré à la hausse le produit net en début de période (notamment entre 2004 et 2006).

Les intérêts nets des banques **polynésiennes** se sont réduits en moyenne de 0,6 % par an entre 2003 et 2013, alors que les commissions ont connu une trajectoire plus favorable (+2,6 % par an). En période d'expansion du PNB (2003-2008), chaque composante a contribué par alternance selon les années à la plus grande partie de la hausse. *A contrario*, la contraction du PNB des dernières années est imputable au repli des intérêts nets issus de l'activité de crédits.

La structure des commissions diffère quelque peu entre les deux géographies. En **Nouvelle-Calédonie**, les opérations de services financiers sont majoritaires (58 %), alors que celles relatives aux opérations avec la clientèle ne totalisent que 34 %. Leur poids respectif a très peu évolué au cours de la décennie.

En revanche, en **Polynésie française**, ces deux composantes représentent chacune 48 % des commissions : la part de celles réalisées avec la clientèle s'est renforcée de 6 points, au détriment de celles relatives aux services financiers (-4,5 points).

Structure du PNB en Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP

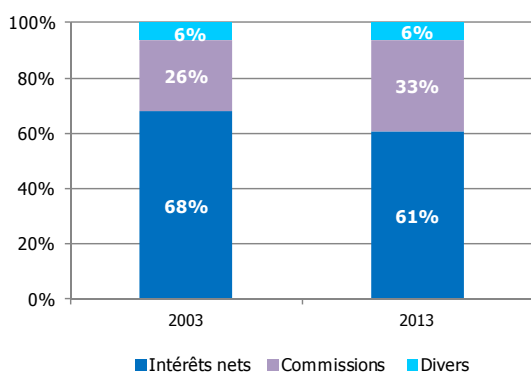
	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	Taux de croissance annuel moyen 2003-2013
Produit net bancaire	27 460	29 284	28 646	28 689	0,2%	4,6%
Intérêts nets	17 371	18 596	17 837	17 453	-2,2%	3,4%
<i>dont opérations avec la clientèle</i>	<i>21 041</i>	<i>21 936</i>	<i>21 186</i>	<i>20 864</i>	<i>-1,5%</i>	<i>3,7%</i>
Commissions nettes	8 538	9 089	9 290	9 446	1,7%	7,2%
<i>dont opérations avec la clientèle</i>	<i>2 884</i>	<i>3 002</i>	<i>3 100</i>	<i>3 251</i>	<i>4,9%</i>	<i>7,6%</i>
Divers net	1 551	1 599	1 519	1 791	17,8%	4,4%

Structure du PNB en Polynésie française

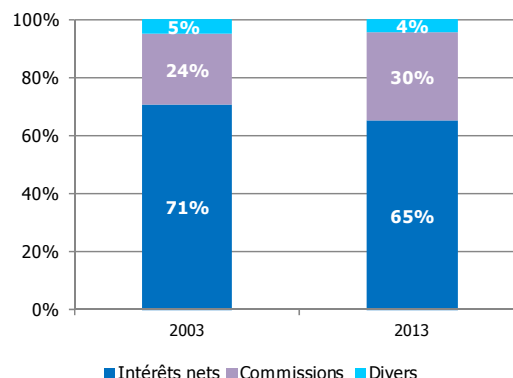
en millions de F CFP

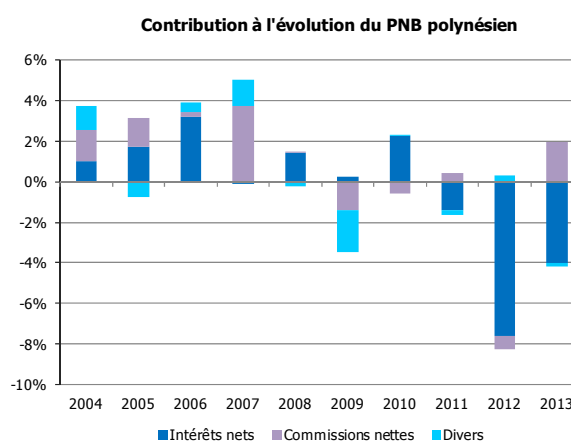
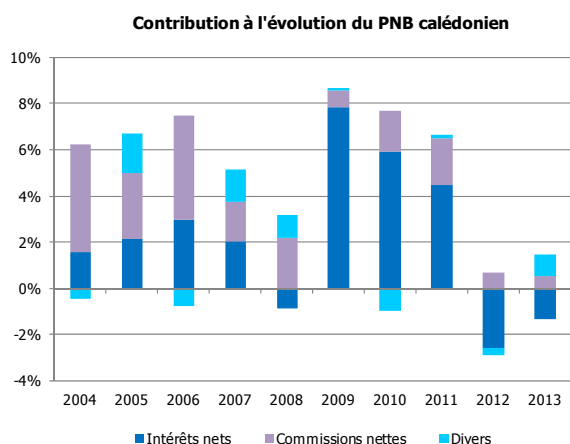
	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	Taux de croissance annuel moyen 2003-2013
Produit net bancaire	24 616	24 314	22 389	21 894	-2,2%	0,3%
Intérêts nets	17 368	17 028	15 172	14 279	-5,9%	-0,6%
<i>dont opérations avec la clientèle</i>	<i>19 945</i>	<i>19 240</i>	<i>16 910</i>	<i>15 933</i>	<i>-5,8%</i>	<i>0,5%</i>
Commissions nettes	6 255	6 362	6 212	6 649	7,0%	2,6%
<i>dont opérations avec la clientèle</i>	<i>2 691</i>	<i>2 748</i>	<i>2 931</i>	<i>3 191</i>	<i>8,9%</i>	<i>4,1%</i>
Divers net	993	924	1 006	966	-4,0%	-1,1%

Structure du PNB en Nouvelle-Calédonie



Structure du PNB en Polynésie française





1-3 Une marge globale d'intermédiation en repli dans les deux géographies

Dans les deux géographies, la marge sur les opérations avec la clientèle a été globalement orientée à la baisse entre 2003 et 2013 : en Nouvelle-Calédonie, elle s'est réduite de 145 points de base pour se situer à 3,41 % et de 154 points de base en Polynésie française pour atteindre 4,05 %. Son resserrement s'explique par l'abaissement progressif du rendement des crédits (-176 points de base en Nouvelle-Calédonie, -172 en Polynésie française), alors que le coût moyen des dépôts s'est maintenu sur la décennie.

L'analyse de la marge sur les opérations avec la clientèle diffère toutefois selon les périodes considérées :

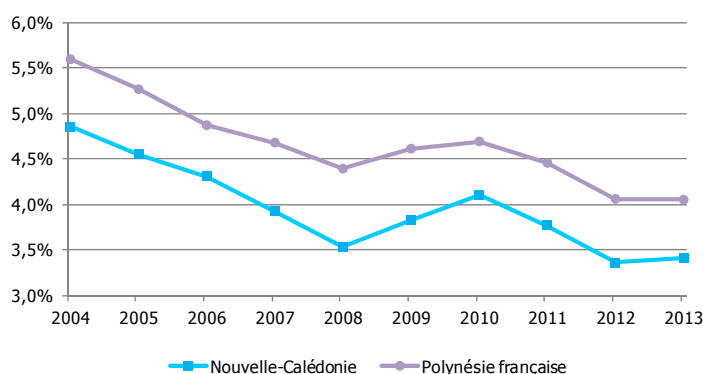
- le renchérissement du coût de la ressource a contribué à sa contraction entre 2004 et 2008 ;
- la reprise à la hausse de la marge entre 2008 et 2010 tient à l'allègement du prix de la ressource ;
- la tendance à la baisse en fin de période s'explique principalement par le repli du rendement des crédits.

Sur l'ensemble de la période sous revue, les trajectoires ont été similaires dans les deux territoires, avec une situation plus avantageuse pour les banques polynésiennes : la marge sur opérations avec la clientèle a été en moyenne supérieure de 70 points de base. Cet écart est lié à des conditions d'octrois de crédit plus élevées en Polynésie française. En effet, le rendement des prêts est en moyenne supérieur de 37 points de base à celui de leurs homologues calédonniennes.

En matière d'opérations de trésorerie, le coût moyen des emprunts ainsi que le rendement moyen des prêts ont reculé sur la décennie dans les deux géographies, et ce de manière plus marquée en Nouvelle-Calédonie (respectivement -127 et -217 points de base, contre -68 et -97 points de base en Polynésie française). Les banques polynésiennes bénéficient de conditions d'emprunts plus intéressantes que leurs confrères, mais le rendement des prêts y est légèrement inférieur.

Ainsi, la marge globale d'intermédiation a évolué de manière analogue à la marge sur les opérations avec la clientèle dans les deux collectivités : elle a perdu 116 points de base en Nouvelle-Calédonie, à 2,29 %, et 114 points de base en Polynésie française, à 2,74 %.

Evolution de la marge sur les opérations avec la clientèle





Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2013

Coûts et rendements

En Nouvelle-Calédonie	2010	2011	2012	2013	En Polynésie française	2010	2011	2012	2013
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (intérêts seuls)					OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (intérêts seuls)				
Coût moyen des dépôts	1,3%	1,3%	1,5%	1,4%	Coût moyen des dépôts	1,0%	1,1%	1,3%	1,2%
Rendement moyen des crédits	5,1%	4,9%	4,6%	4,5%	Rendement moyen des crédits	5,3%	5,2%	4,9%	4,7%
OPERATIONS DE TRESORERIE					OPERATIONS DE TRESORERIE				
Coût moyen des emprunts	3,6%	3,2%	2,8%	2,6%	Coût moyen des emprunts	3,0%	3,1%	2,9%	2,9%
Rendement moyen des prêts	1,2%	1,4%	1,3%	0,7%	Rendement moyen des prêts	1,2%	1,5%	1,4%	1,1%
MARGES					MARGES				
Marge sur les opérations avec la clientèle	4,1%	3,8%	3,4%	3,4%	Marge sur les opérations avec la clientèle	4,7%	4,5%	4,1%	4,1%
Marge globale d'intermédiation	2,8%	2,7%	2,4%	2,3%	Marge globale d'intermédiation	3,1%	3,0%	2,8%	2,7%

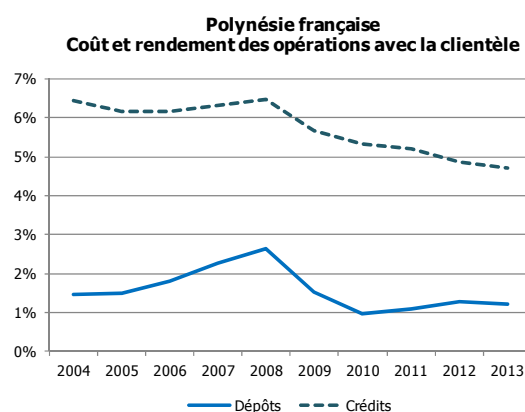
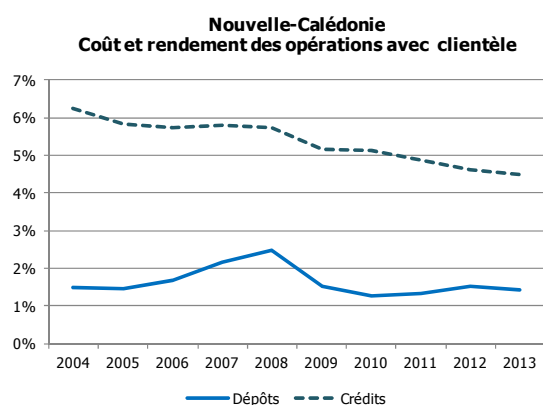
Les intérêts nets bénéficient de la hausse des volumes distribués malgré des taux de crédit en baisse

En **Nouvelle-Calédonie**, entre 2003 et 2013, les intérêts nets issus des opérations avec la clientèle ont augmenté en moyenne de 3,7 % par an : la croissance des intérêts versés a été plus dynamique que celle des intérêts perçus (+9,2 % par an, contre +5,8 %). La progression des intérêts versés s'explique par une augmentation des volumes de dépôts collectés (effet volume substantiel), alors que l'effet taux a été quasiment nul sur la période étudiée (quasi-maintien du coût des dépôts). Parallèlement, l'accroissement des intérêts reçus provient de la hausse vigoureuse du volume des crédits, qui a été néanmoins largement amputée par une baisse de leur rendement (effet taux défavorable).

Au cours de l'année 2013, les intérêts nets sur les opérations avec la clientèle ont fléchi de 1,5 %, sous l'effet conjugué du léger recul des intérêts perçus (baisse des taux des crédits), et de la poursuite de la hausse des intérêts versés (augmentation du volume de la collecte des dépôts rémunérés).

En **Polynésie française**, la croissance des intérêts versés comme ceux perçus sur les opérations avec la clientèle a été contenue sur la période. S'agissant des intérêts versés pour la rémunération des dépôts (+0,1 % par an en moyenne sur 10 ans), ils ont subi un effet volume conséquent, alors que l'effet taux a été négatif. Concernant les intérêts perçus en rémunération des crédits octroyés à la clientèle (+0,4 % par an sur la période), la progression du volume des encours a été presque entièrement neutralisée par un effet taux défavorable (baisse du rendement des crédits).

En 2013, le montant des intérêts nets s'est contracté de manière significative (-5,8 %), sous le poids de la baisse des intérêts perçus, liée à la combinaison des effets volume (repli du volume de crédits) et taux négatif (conditions d'octrois plus avantageuses pour la clientèle).



2- Des conditions d'exploitation plus favorables en Nouvelle-Calédonie

En **Nouvelle-Calédonie**, les conditions d'exploitation se sont significativement améliorées au cours de la période étudiée. Le coefficient d'exploitation est passé de 60,5 % à 52,1 % entre 2003 et 2013 (-8,4 points), avec toutefois une légère remontée au cours des dernières années. Selon les standards bancaires, ces niveaux sont considérés comme très satisfaisants.

L'évolution favorable observée jusqu'en 2011 tient à la croissance dynamique du PNB, qui a dépassé la hausse des frais généraux (respectivement +4,6 % et + 3,6 % en moyenne sur la période). Des efforts importants de maîtrise des frais généraux ont été menés au cours des dernières années, mais en raison de la baisse du PNB, le coefficient d'exploitation s'est détérioré en 2012 (+1,8 point), avant de stagner en 2013. Dans ces conditions, le résultat brut d'exploitation a diminué de 5,6 % en 2012, puis s'est maintenu en 2013, pour s'établir à 13,7 milliards de F CFP.



Le coefficient d'exploitation des **banques polynésiennes** était comparable à celui de leurs homologues calédoniennes en début de période (soit 59 % en 2003). Jusqu'en 2011, des phases d'amélioration et de dégradation se sont succédées, avant que le coefficient ne se détériore nettement en 2012 (+3,5 points), puis à nouveau en 2013 (+1 point), pour atteindre un niveau considéré comme moyen (62,1 %). Ces orientations défavorables s'expliquent par le recul du PNB, et ce malgré les efforts engagés afin de réduire les frais généraux (-1 % en 2013). Par conséquent, le résultat brut d'exploitation a fortement chuté en 2012 (-15,6 %), puis a poursuivi sa baisse en 2013 (-4,6 %) à 8,3 milliards de F CFP.

Dans les deux collectivités, les conditions d'exploitation des banques locales demeurent globalement plus avantageuses qu'en métropole, où le coefficient d'exploitation des banques de l'échantillon métropolitain atteint 67,8 % en 2013, soit un écart de 15,7 points avec la Nouvelle-Calédonie et de 10 points avec la Polynésie française. Elles demeurent également plus favorables que celles constatées dans les banques des DFA (74,5%) et dans l'océan Indien (63,1%). Le ratio « frais de personnel / PNB » enregistre de meilleures performances en Nouvelle-Calédonie que l'échantillon de banques de métropole (35,5 % en 2013, contre 37,5 %).

La productivité par agent des banques calédoniennes apparaît plus élevée qu'en Polynésie française. En 2013, le PNB calédonien rapporté aux effectifs est plus élevé qu'en métropole (25 millions de F CFP contre 23,2 de millions de F CFP), tandis que les dépôts et crédits générés par agent affichent un niveau légèrement inférieur. Les ratios de productivité des banques locales se sont améliorés tout au long de la décennie, sauf en 2013. En revanche, en Polynésie française, l'évolution des ratios a été plus nuancée : le PNB par agent a peu augmenté au cours de la décennie, contrairement aux crédits et dépôts par agent. Ces trois indicateurs demeurent toutefois en dessous de la référence métropolitaine.

Consommation du PNB

	2010	2011	2012	2013
Coefficient net d'exploitation				
Nouvelle-Calédonie	51,2%	50,3%	52,1%	52,1%
Polynésie-française	58,4%	57,6%	61,1%	62,1%
Métropole	65,9%	66,7%	73,3%	67,8%
Frais de personnel / PNB				
Nouvelle-Calédonie	33,7%	33,6%	34,7%	35,5%
Polynésie-française	36,9%	36,7%	39,2%	39,8%
Métropole	37,2%	37,5%	40,4%	37,5%

Indicateurs de productivité

	2010	2011	2012	2013
Nouvelle-Calédonie				
PNB/effectifs (en milliers F CFP)	24 895	25 825	25 487	25 011
Concours à la clientèle bruts/effectifs (en millions F CFP)	526 761	551 882	584 964	578 162
Dépôts de la clientèle/effectifs (en millions F CFP)	446 532	448 853	511 140	500 825
Polynésie-française				
PNB/effectifs (en milliers F CFP)	21 350	21 498	20 635	20 329
Concours à la clientèle bruts/effectifs (en millions F CFP)	413 476	424 735	440 346	444 534
Dépôts de la clientèle/effectifs (en millions F CFP)	341 023	358 640	367 643	366 444
Métropole				
PNB/effectifs (en milliers F CFP)	24 928	21 740	22 646	23 236
Concours à la clientèle bruts/effectifs (en millions F CFP)	640 829	577 630	650 696	647 946
Dépôts de la clientèle/effectifs (en millions F CFP)	523 838	480 184	568 497	570 015



3- Un coût du risque modéré en Nouvelle-Calédonie et pénalisant en Polynésie française

Le coût du risque¹⁹ pèse différemment dans les résultats bancaires des établissements locaux.

En Nouvelle-Calédonie, sur la période étudiée, son poids est resté relativement contenu, représentant en moyenne 2,2 % du résultat brut d'exploitation. Fin 2013, le coût du risque atteint 729 millions de F CFP, sa progression est restée limitée sur l'année (+1,7 %). Sa décomposition fait apparaître une part importante de dotations aux provisions sur créances douteuses (787 millions de F CFP) et de pertes sur créances irrécouvrables (427 millions de F CFP). En 2013, il absorbe 5,3 % du résultat brut d'exploitation.

Sur la **place polynésienne**, le coût du risque est nettement plus élevé et impacte lourdement la rentabilité des banques. Il n'a cessé de s'accroître à partir de 2008, sous l'effet de la dégradation de la situation économique. En 2013, il s'est alourdi de plus de 31 %, pour s'établir à 5,6 milliards de F CFP, soit son plus haut niveau. Il représente 67 % du résultat brut d'exploitation, contre 12 % seulement en 2003.

Dans un contexte de sinistralité croissante des agents économiques, les banques ont encore significativement accentué leurs efforts de provisionnement des créances douteuses en 2013. Les dotations nettes aux provisions sur créances douteuses, d'un montant de 4,2 milliards de F CFP en 2013, s'inscrivent en progression de 45 % sur l'année, ce qui représente plus de 75 % du coût du risque. Les pertes sur créances irrécouvrables s'élèvent à 1,7 milliard de F CFP (+33,5 % en un an). Dans ces conditions, le résultat d'exploitation a plongé de 39 % sur l'année.

Coût du risque	2010	2011	2012	2013
Nouvelle-Calédonie				
Coût du risque (en millions de F CFP)	605,5	258,4	716,8	728,8
Coût du risque / RBE	-4,5%	-1,8%	-5,2%	-5,3%
Polynésie-française				
Coût du risque (en millions de F CFP)	5 396	4 300	4 245	5 574
Coût du risque / RBE	-52,7%	-41,7%	-48,7%	-67,1%

4- Une rentabilité qui se détériore en 2013 dans les deux géographies

D'un montant relativement comparable en 2003 (4,5 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie, 4,1 milliards de F CFP en Polynésie française), les résultats nets des banques calédoniennes et polynésiennes affichent progressivement des niveaux de plus en plus divergents.

En **Nouvelle-Calédonie**, le résultat net a régulièrement augmenté jusqu'en 2011 au rythme moyen de 8,6 % par an, avant de se contracter significativement pour la première fois en 2012 (-8,2 %). Ce retournement de tendance s'explique par le recul du PNB, qui n'a pas été compensé par une réduction des frais généraux. En 2013, le résultat net des banques calédoniennes a de nouveau fléchi, mais de manière plus modérée (-0,4%), pour se situer à 7,9 milliards de F CFP, sous l'effet de la stabilisation du PNB et du léger renchérissement des frais généraux (+0,6 %).

A contrario, en **Polynésie française**, le résultat net s'est globalement replié sur la décennie, enregistrant un taux de croissance annuel moyen négatif de l'ordre de -8,7 % par an. Après quelques années de croissance, il a fortement décroché en 2008 et 2009, avant de reprendre de la vigueur en 2010 et 2011, sous l'effet des variations du coût du risque. En 2012 et 2013, il s'est à nouveau contracté d'environ 25 % par an, pour s'établir à 1,6 milliard de F CFP en 2013, soit un niveau près de 4 fois inférieur au résultat calédonien.

La rentabilité des banques calédoniennes étant supérieure à celle des banques polynésiennes au début de la période sous revue, les différences de trajectoires observées entre 2003-2013 ont accentué ces écarts. Ainsi, le principal ratio de rendement, le ROA (*Return on Assets*)²⁰ s'établit à 1 % en 2013 en Nouvelle-Calédonie (-0,2 point sur 10 ans) et seulement 0,3 % en Polynésie française (-0,7 point sur la période), contre 0,5 % en métropole.

¹⁹ Dotations aux provisions (sur créances douteuses, pour dépréciation et pour risques et charges) + reprises sur provisions (sur créances douteuses, pour dépréciation et pour risques et charges) – pertes sur créances irrécouvrables + intérêts sur créances douteuses.

²⁰ Résultat net /total bilan.



Le ROE (*Return on Equity*) témoigne d'une rentabilité financière moyenne des banques calédoniennes (soit 11,3 %), proche de la référence métropolitaine (11,5 %), alors que ce ratio est très bas en Polynésie française (2,9 %).

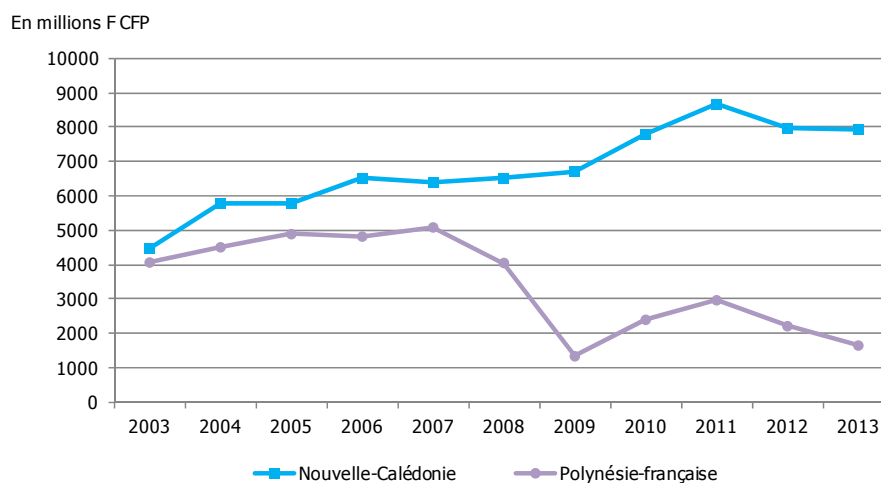
Enfin, la marge nette²¹ affiche également des résultats largement supérieurs en Nouvelle-Calédonie : elle se porte à 27,4 % en 2013, contre 16,5 % en métropole et 7,5 % en Polynésie française, où son niveau a été réduit par deux sur la période 2003-2013.

Il convient toutefois de noter que dans le cas polynésien, la fiscalité locale applicable aux banques est plus lourde qu'en métropole, avec notamment une imposition sur les bénéfices plus élevée et l'existence d'une taxe sur le PNB²².

Indicateurs de rentabilité

	2010	2011	2012	2013
Nouvelle-Calédonie				
Résultat net (en millions de F CFP)	7 799	8 668	7 959	7 927
Résultat net / total bilan (ROA)	1,1%	1,2%	1,0%	1,0%
Résultat net /fonds propres (ROE)	13,3%	13,9%	11,9%	11,3%
Taux marge nette	28,2%	29,4%	27,6%	27,4%
Polynésie française				
Résultat net (en millions de F CFP)	2 395	2 964	2 210	1 643
Résultat net / total bilan (ROA)	0,4%	0,5%	0,4%	0,3%
Résultat net /fonds propres (ROE)	4,5%	5,3%	3,9%	2,9%
Taux marge nette	9,7%	12,2%	9,9%	7,5%

Evolution du résultat net des banques calédoniennes et polynésiennes



²¹ Il s'agit du ratio « résultat net / PNB ».

²² Elle a été instaurée depuis 1991 au taux de 2 %, puis est passée à 3 % en 2012 et à 4 % en 2014.



ANNEXES



ANNEXE 1

Méthodologie et échantillons

Méthodologie

Les calculs servant à la détermination des ratios d'analyse sont effectués à partir des informations déclarées par les établissements dans le cadre SURFI et notamment au travers des états SITUATION, CPTÉ_RESU, CLIENT_RE, CLIENT_NR, EFFECTIFS. Pour les besoins des études, les données sont agrégées par zone géographique et par type de réseaux bancaires.

Les différentes données font l'objet d'une analyse relative au travers des calculs de ratios suivants :

Approche de la consommation du PNB

Frais de personnel/PNB

Sources

(Etat CPTÉ_RESU)

Ratios de productivité

PNB/effectifs

(Etats CPTÉ_RESU et EFFECTIFS)

Concours clients bruts/effectifs

(Etats SITUATION et EFFECTIFS)

Dépôts/effectifs

(Etats SITUATION et EFFECTIFS)

Ratios de sinistralité

Coût du risque/RBE

(Etat CPTÉ_RESU)

Créances douteuses/concours clients bruts

(Etat CPTÉ_RESU)

Provisions sur créances douteuses/créances douteuses brutes

(Etat CPTÉ_RESU)

Ratios de rentabilité

Résultat net/total de bilan

(Etat CPTÉ_RESU et SITUATION)

Résultat net/fonds propres

(Etat CPTÉ_RESU et SITUATION)

Approche de la constitution du PNB et des marges

Coût moyen des dépôts :

Charges sur opérations avec la clientèle / Dépôts de la clientèle

(Etat CPTÉ_RESU et SITUATION)

Rendement moyen des crédits :

Produits sur opérations avec la clientèle / Crédits à la clientèle

(Etat CPTÉ_RESU et SITUATION)



Échantillon

L'étude a été réalisée à partir des données des établissements suivants :

Nouvelle-Calédonie : 4 banques

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie (BNPP NC)
Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC)
Banque Calédonienne d'Investissement (BCI)
Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB)

Polynésie française : 3 banques

Banque de Polynésie (BP)
Banque de Tahiti (BT)
Socredo

Composition de l'échantillon métropolitain

Afin de pouvoir comparer les performances des établissements de crédit des COM du Pacifique à ceux de la métropole, un échantillon d'établissements métropolitains de structure proche a été constitué. Le tableau ci-dessous détaille les établissements pris en considération :

CIB	Noms	CIB	Noms
10057	BANQUE CIC SUD OUEST	13259	BANQUE KOLB
10178	BANQUE CHAIX	13369	BANQUE MARTIN MAUREL
10188	BANQUE CHALUS	13379	BANQUE MARZE
10228	BANQUE LAYDERNIER	13489	BANQUE NUGER
10268	BANQUE COURTOIS	16989	CAVABANQUE
10468	BANQUE RHONE-ALPES	17679	STE DE BANQUE ET D'EXPANSION-SBE (2EME)
10548	BANQUE DE SAVOIE	30027	BANQUE CIC NORD OUEST
10558	BANQUE TARNEAUD	30047	BANQUE CIC OUEST
10638	CREDIT COMMERCIAL DU SUD-OUEST	30077	STE MARSEILLAISE DE CREDIT
11449	BANQUE THEMIS	30087	BANQUE CIC EST
11989	BANQUE POUYANNE	30478	MONTE PASCHI BANQUE S.A.
12548	AXA BANQUE	40398	BANQUE INTERNAT DE COMMERCE-BRED
12939	BANQUE DUPUY DE PARSEVAL	40978	BANQUE PALATINE



ANNEXE 2

Les comptes de résultat par géographie

NOUVELLE-CALEDONIE					en millions de F CFP
	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-3 653	-3 298	-3 349	-3 342	-0,2%
(+) Opérations avec la clientèle	23 926	24 939	24 286	24 115	-0,7%
dont Opérations de crédit bail et assimilé	33	9	3	0	-100,0%
(+) Opérations sur titres	-435	-366	-561	-504	-10,1%
(+) Opérations de financement à long terme	363	288	318	438	37,9%
(+) Opérations de change	1 109	1 102	1 148	1 090	-5,0%
(+) Opérations de hors-bilan	606	760	769	781	1,6%
(+) Opérations de services financiers	5 016	5 289	5 472	5 447	-0,4%
(+) Autres opérations d'exploitation bancaire	58	128	88	84	-5,2%
(+) Produits accessoires et divers nets	472	472	503	593	17,9%
(-) Dot. nettes aux prov. sur activité de portefeuille	0	0	0	0	-
(-) Dot. nettes aux Prov. sur titres de placement	4	28	27	13	-53,4%
(=) Produit net bancaire	27 460	29 284	28 646	28 689	0,2%
(-) Frais généraux	13 923	14 129	14 468	14 561	0,6%
dont frais de personnel	9 246	9 842	9 927	10 192	2,7%
dont services extérieurs	4 582	4 154	4 379	4 179	-4,6%
(-) Dotations aux amortissements	815	810	792	782	-1,3%
(-) Dot. nettes aux prov. sur immo. corp. et non corp.	5	2	3	15	421,3%
(-) Quote-part des frais de siège social	51	73	86	87	0,9%
(-) Quote-part sur opérations d'exploitation non bancaire faites en commun	1	0	0	1	-
(+) Charges refacturées	744	270	427	510	19,4%
(=) Résultat brut d'exploitation	13 410	14 540	13 724	13 753	0,2%
(-) Dotations nettes aux provisions sur créances douteuses	356	589	715	787	10,0%
(-) Autres dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-153	-128	-199	-233	17,3%
(-) Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	-138	-391	9	-46	-583,3%
(-) Pertes nettes sur créances irrécupérables	765	370	406	427	5,3%
(+) Intérêts sur créances douteuses	225	182	215	207	-3,9%
(=) Résultat d'exploitation	12 804	14 282	13 007	13 024	0,1%
(+) Plus-values nettes sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	-10	-11	8	-171,3%
(+) Plus-values nettes sur cession d'immobilisations financières	-133	-69	-16	-213	1245,2%
(-) Dotations nettes aux provisions sur immobilisations financières	102	374	440	144	-67,3%
(=) Résultat courant avant impôt	12 578	13 829	12 540	12 675	1,1%
(+) Produit net exceptionnel	71	105	9	105	1097,8%
(-) Dotations nettes au FRBG	0	0	0	0	-
(-) Dotations nettes aux provisions réglementées	-8	-5	-1	0	-46,4%
(-) Impôt sur les bénéfices	4 859	5 271	4 591	4 852	5,7%
(=) Résultat net	7 799	8 668	7 959	7 927	-0,4%



POLYNESIE FRANCAISE					en millions de F CFP
	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-2 650	-2 316	-1 913	-1 744	-8,9%
(+) Opérations avec la clientèle	22 636	21 988	19 841	19 124	-3,6%
dont Opérations de crédit bail et assimilé	0	5	0	0	-100,0%
(+) Opérations sur titres	64	52	85	29	-65,7%
(+) Opérations de financement à long terme	167	109	152	125	-17,8%
(+) Opérations de change	855	735	822	816	-0,7%
(+) Opérations de hors-bilan	91	344	161	173	7,6%
(+) Opérations de services financiers	3 206	3 158	3 038	3 199	5,3%
(+) Autres opérations d'exploitation bancaire	10	61	53	21	-60,3%
(+) Produits accessoires et divers nets	245	197	142	161	13,1%
(-) Dot. nettes aux prov. sur activité de portefeuille	0	0	0	0	-
(-) Dot. nettes aux Prov. sur titres de placement	7	14	-9	10	-216,5%
(=) Produit net bancaire	24 616	24 314	22 389	21 894	-2,2%
(-) Frais généraux	13 306	13 051	13 121	12 989	-1,0%
dont frais de personnel	9 096	8 928	8 773	8 711	-0,7%
dont services extérieurs	3 563	3 441	3 507	3 428	-2,2%
(-) Dotations aux amortissements	1 101	1 023	876	811	-7,4%
(-) Dot. nettes aux prov. sur immo. corp. et non corp.	0	-6	0	0	-
(-) Quote-part des frais de siège social	0	0	0	0	-
(-) Quote-part sur opérations d'exploitation non bancaire faites en commun	95	106	0	146	-
(+) Charges refacturées	120	179	315	357	13,4%
(=) Résultat brut d'exploitation	10 235	10 318	8 708	8 306	-4,6%
(-) Dotations nettes aux provisions sur créances douteuses	4 278	2 636	2 936	4 263	45,2%
(-) Autres dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-126	60	119	-379	-419,3%
(-) Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	1 044	948	509	301	-40,9%
(-) Pertes nettes sur créances irrécupérables	708	1 025	1 242	1 657	33,5%
(+) Intérêts sur créances douteuses	508	370	561	268	-52,2%
(=) Résultat d'exploitation	4 839	6 018	4 463	2 732	-38,8%
(+) Plus-values nettes sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	7	45	1	38	3481,1%
(+) Plus-values nettes sur cession d'immobilisations financières	117	-867	-8	0	-99,7%
(-) Dotations nettes aux provisions sur immobilisations financières	-56	-844	-45	171	-482,2%
(=) Résultat courant avant impôt	5 019	6 041	4 501	2 598	-42,3%
(+) Produit net exceptionnel	-730	-977	-725	-291	-59,9%
(-) Dotations nettes au FRBG	0	0	0	0	-
(-) Dotations nettes aux provisions réglementées	25	-2	-56	-5	-90,2%
(-) Impôt sur les bénéfices	1 869	2 101	1 622	669	-58,7%
(=) Résultat net	2 395	2 964	2 210	1 643	-25,6%



Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2013

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr.

